



**ACERWC**  
African Committee of Experts on  
the Rights and Welfare of the Child

Comité Africain d'Experts sur les  
Droits et le Bien-être de l'Enfant

Comitê Africano dos Direitos e  
Bem-Estar da Crianças

اللجنة الأفريقية المعنية بحقوق الطفل ورفاهه

Nala House,  
Balfour Road, Maseru  
Kingdom of Lesotho  
Email:  
acerwc-secretariat@africa-union.org

04 Mars 2021

## Déclaration sur la récurrence des enlèvements d'enfants en République fédérale du Nigeria

Le Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEDBE) est réconforté par les nouvelles soulageantes concernant la libération des filles qui avaient été enlevées à Zamfara. Le CAEDBE félicite la République fédérale du Nigeria d'avoir accordé une attention urgente à cette question et d'avoir obtenu des résultats positifs. Alors que le CAEDBE se réjouit avec les familles et les communautés qui ont récupéré leurs filles, sœurs et tantes, cet incident est un réveil brutal de la nécessité de rendre l'accès à l'éducation sûr pour tous les enfants du Nigeria. C'est aussi un rappel de la réalité effrayante des filles de Chibok qui se sont fait voler leur enfance et qui n'ont toujours pas retrouvé leur famille.

Aucun enfant en République fédérale du Nigeria, ou ailleurs, ne devrait vivre une expérience aussi horrible si le gouvernement s'acquitte de son obligation de protection de base pour ses enfants. La tendance récurrente des enlèvements est une expression éloquente du non-respect par l'État de son obligation de protection pour tous les enfants. En outre, la pérennité des enlèvements inculque aux enfants un sentiment d'insécurité et de peur lorsqu'ils accèdent à l'éducation, ce qui constituera un obstacle à l'accès à l'éducation dont ils ont tant besoin. Avec les autres obstacles déjà existants, cela entraînera davantage d'abandons scolaires, en particulier pour les filles. Les conséquences des enlèvements projettent un avenir générationnel sombre, non seulement pour les filles et leurs familles, mais aussi pour le capital humain du pays.

Le CAEDBE demande instamment à la République fédérale du Nigeria de fournir un soutien psychosocial aux filles libérées, à leurs familles, aux communautés environnantes et à leurs enseignants.

Le CAEDBE affirme catégoriquement que la République fédérale du Nigeria doit investir en priorité dans la sécurisation des écoles pour tous les enfants. Les écoles et autres établissements d'enseignement doivent être sûrs pour que les enfants puissent jouir de leur droit à l'éducation sans aucune inquiétude.

Pour mettre un terme à une culture de l'impunité, les auteurs de ce crime horrible doivent répondre devant la justice. Le CAEDBE demande au gouvernement du Nigeria de partager avec le CAEDBE, les étapes suivies pour assurer la responsabilité sur cette question. En outre, le CAEDBE souhaite également connaître les mesures que le gouvernement a l'intention de prendre pour garantir que les écoles soient sécurisées pour tous les enfants de la République fédérale du Nigeria.

*Fait à Maseru, Royaume du Lesotho*

*04 Mars, 2021.*

***Hon. Joseph NDAYISENGA,***

***Président CAEDBE***